

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°18-DRCTAJ/1- *SS1*

mettant en demeure la société OUEST BOULANGERE de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'elle exploite aux Herbiers

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°00-DRCLE/4-560 du 16 novembre 2000 autorisant de la société OUEST BOULANGERE à exploiter une unité de fabrication de brioches et de viennoiseries sur le territoire de la commune des Herbiers ;

**Vu** l'arrêté n°08-DRCTAJE/1-166 du 12 mars 2008 fixant des prescriptions complémentaires à la société OUEST BOULANGERE aux Herbiers ;

**Vu** l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°00-DRCLE/4-560 du 16 novembre 2000 susvisé qui dispose pour les installations électriques :

*« Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées » ;*

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 août 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 21 août 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le Q18 (Compte rendu de vérification périodique d'un organisme indépendant) établi par DEKRA le 11 septembre 2017 pour le bâtiment « production » et le Q18 établi par DEKRA le 11 septembre 2017 pour le bâtiment « expédition » mentionnent tous deux que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Les installations ne sont donc pas maintenues en bon état ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°00-DRCLE/4-560 du 16 novembre 2000 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°00-DRCLE/ 4-560 du 16 novembre 2000, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**ARRETE**

Article 1 : La société Ouest Boulangère, exploitant une unité de fabrication de brioches et de viennoiseries sise 10 rue Olivier de Serres, Z.A. La Buzenière aux Herbiers, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral n°00-DRCLE/4-560 du 16 novembre 2000, dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, en mettant ses installations électriques en conformité de telle manière à obtenir pour le site (bâtiment de production et bâtiment d'expédition) un compte rendu de vérification périodique d'un organisme indépendant tel que le Q18 mentionnant que toutes les installations ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Article 2 : L'exploitant adresse au préfet, dans un délai de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex) :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie des Herbiers et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture, pôle environnement, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

**10 SEP. 2018**

Le Préfet,

*Pour le Préfet,*  
**Le Secrétaire Général**  
**de la Préfecture de la Vendée**

**François-Claude PLAISANT**

Arrêté n°18-DRCTAJ/1- **557**

mettant en demeure la société OUEST BOULANGERE de respecter les prescriptions applicables aux installations qu'elle exploite aux Herbiers